



## LA VIE ÉTUDIANTE SOUS LA LOUPE : LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DU RÉSEAU

Six hautes écoles<sup>1</sup> du réseau libre ont interrogé plus de 7 400 étudiants en Région bruxelloise et en Wallonie. Derrière l'image de jeunes motivés et engagés, l'enquête met en lumière des vulnérabilités inégalement réparties. Santé mentale, conditions financières, job étudiant et conciliation des temps de vie apparaissent désormais comme des enjeux incontournables dans les parcours de formation des étudiants.

L'enseignement supérieur connaît depuis plusieurs décennies des bouleversements profonds. Le premier est sans doute sa démocratisation. En Belgique, près d'un jeune adulte sur deux âgé de 25 à 34 ans est aujourd'hui diplômé de l'enseignement supérieur, un niveau supérieur à la moyenne européenne. Cette progression spectaculaire ne se fait toutefois pas de manière uniforme : certaines régions, comme le Brabant wallon, affichent des taux très élevés de diplômés, tandis que d'autres, à l'image du Hainaut, restent en retrait.

Cette massification s'est opérée très rapidement. Alors qu'au début des années 2000, seuls un peu plus d'un tiers des jeunes adultes détenaient un diplôme supérieur, ils sont désormais environ un sur deux.

L'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur a aussi transformé le profil des étudiants. Les femmes, autrefois minoritaires, y sont désormais majoritaires. Les publics se sont diversifiés : les hautes écoles accueillent aujourd'hui des étudiants issus non seulement de l'enseignement général, mais aussi des filières techniques et professionnelles, traduisant une ouverture accrue du système.

Cette évolution repose sur une conviction largement partagée : entreprendre des études supérieures augmente les chances de trouver un emploi stable. Les chiffres semblent aller dans ce sens, avec un taux d'emploi proche de 90 % chez les jeunes diplômés<sup>2</sup>.

La Belgique se distingue également par un accès très peu sélectif à l'enseignement supérieur. Ce choix favorise l'ouverture, mais s'accompagne aussi de taux d'échec et d'abandon importants. Pour y répondre, les pouvoirs publics et les établissements ont progressivement développé une série de mesures d'accompagnement : bourses, aides sociales, soutien pédagogique, dispositifs pour étudiants à besoins spécifiques. Malgré ces efforts, les inégalités sociales demeurent, dans un contexte où les moyens financiers n'ont pas toujours suivi le rythme de ces profondes transformations.

### Des études menées avec conviction

Les étudiants interrogés sont massivement convaincus d'avoir fait le bon choix d'études, se disent motivés et croient en leurs chances de réussite. À première vue, le tableau est rassurant : la très grande majorité des étudiants ayant répondu à l'enquête s'investit pleinement dans son parcours académique.

Pourtant, derrière cet engagement affiché, se cachent des réalités plus complexes. L'enquête, menée en février 2026, rappelle que la vie étudiante ne se résume pas aux salles de cours. Logement, revenus, travail, santé, charge mentale : autant de dimensions qui influencent profondément les trajectoires académiques.

La majorité des répondants vivent encore chez leurs parents, mais près d'un tiers sont en kot ou ont quitté le foyer familial. Parmi eux, certains sont totalement autonomes financièrement, quand d'autres dépendent encore partiellement ou totalement de leur famille. Une petite part des étudiants sont également des adultes en reprise d'études, avec des contraintes spécifiques.



© Unsplash

## La santé mentale

La santé mentale des étudiants reste fragile, plusieurs années après la crise de la Covid-19, comme chez les jeunes adultes plus largement. Plus d'un tiers des répondants présente des symptômes anxieux modérés ou sévères, et près de 40 % des signes de dépression d'intensité comparable. Près d'un étudiant sur deux déclare avoir ressenti le besoin d'une aide psychologique ou émotionnelle.

Ces difficultés ne sont pas sans conséquence. Les étudiants concernés doutent davantage de leur choix d'études, de leur motivation et de leurs chances de réussite. Ils peinent aussi plus souvent à gérer leur temps, en raison de multiples obligations : travail salarié, tâches domestiques, responsabilités familiales. L'enquête révèle que les étudiants anxieux ou dépressifs consacrent en moyenne plus de temps aux études que les autres, au détriment du sport ou des loisirs.

## Le travail étudiant, de l'appoint à la nécessité

Travailler pendant ses études n'a rien de nouveau. Néanmoins, l'enquête confirme une intensification du phénomène : plus de la moitié des étudiants interrogés exerce une activité rémunérée. Ce chiffre s'inscrit dans une hausse continue du travail étudiant, encouragée à la fois par les besoins financiers, les normes culturelles d'autonomie et un marché du travail en recherche de flexibilité.

Les motivations sont multiples. Près d'un étudiant sur deux qui travaille le fait, avant tout, pour financer ses études. D'autres cherchent à acquérir une expérience professionnelle, à étoffer leur CV ou à financer leurs loisirs. À cela s'ajoutent des cadres légaux de plus en plus favorables, comme l'augmentation récente du plafond annuel d'heures autorisées.

Cette intensification a un coût humain. Les étudiants qui travaillent beaucoup, ou par contrainte financière, présentent davantage de symptômes anxieux et dépressifs. Le temps consacré à l'emploi empiète sur les études, fragilise la motivation et altère la perception des chances de réussite. Le travail étudiant apparaît ainsi comme un levier ambivalent : soutien indispensable pour certains, facteur de vulnérabilité pour d'autres.

## Des fins de mois difficiles pour certains

Les composantes matérielle et financière constituent une autre dimension importante de la condition de vie des étudiants. Près de 30 % déclarent travailler par nécessité économique. En s'appuyant sur des indicateurs de privation matérielle et sociale, l'enquête révèle des situations préoccupantes.

Un quart des répondants est privé d'au moins deux biens ou activités, sur la base d'une liste de six considérés comme essentiels à la vie étudiante (les loisirs, les rencontres sociales, l'achat de matériel pédagogique, les vacances, le chauffage, les besoins personnels). Quinze pour cent ont différé des soins de santé faute de moyens. Un étudiant sur dix déclare avoir sauté au moins un repas au cours du mois précédent, et une sur cinq éprouve des difficultés à boucler ses fins de mois.

Ces privations ont des effets cumulatifs. Elles sont fortement liées à une dégradation de la santé mentale, à une charge accrue d'activités contraintes et à une baisse de l'engagement académique. Moins de temps libre, plus de fatigue, plus de doutes : les difficultés financières pèsent lourdement sur l'expérience de certains étudiants.

1. Haute École Louvain en Hainaut (à l'initiative de la première étude lancée en 2025), la Haute École EPHEC, la Haute École Galilée, la Haute École Léonard de Vinci, la Haute École Libre Mosane et la Haute École Namur-Liège-Luxembourg.

2. Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture. (2025). Rapport de suivi de l'éducation et de la formation 2025 : Belgique. Commission européenne.



© Unsplash

## Des vulnérabilités inégalement réparties

L'enquête montre que ces fragilités ne touchent pas tous les étudiants de la même manière.

Les femmes, d'abord, apparaissent plus exposées. Elles assument davantage de tâches domestiques, travaillent plus souvent – y compris par nécessité – et déclarent plus fréquemment des troubles anxieux ou dépressifs. Cette vulnérabilité n'empêche toutefois pas leur réussite académique : les femmes restent proportionnellement plus diplômées que les hommes dans l'enseignement supérieur<sup>3</sup>.

Les étudiants décohabitants forment un groupe hétérogène. Celles et ceux qui vivent seuls sans soutien familial sont particulièrement exposés à la précarité et au travail contraint, contrairement aux « koteurs » soutenus par leurs parents.

**Mieux comprendre les conditions de vie des étudiants, renforcer les dispositifs d'accompagnement, anticiper leurs besoins et les cibler plus efficacement en mobilisant des indicateurs prédictifs, telles sont les ambitions de nos établissements. Au-delà des leviers identifiés pour les institutions, celles-ci entendent porter des recommandations fortes à l'attention des pouvoirs publics.**

Pour tout savoir sur l'enquête sur les conditions de vie des étudiants dans les hautes écoles :



L'origine socioculturelle joue également un rôle déterminant. Les étudiants issus de familles à faible capital culturel connaissent plus souvent des privations, travaillent davantage par nécessité et présentent une plus grande vulnérabilité psychologique.

Enfin, la situation des étudiants hors Union européenne est particulièrement préoccupante. Très exposés à la précarité matérielle, ils sont souvent obligés de cumuler de longues heures de travail salarié.

## Étudier ne suffit pas à garantir l'égalité des chances

Au-delà des chiffres, cette enquête invite à changer de regard sur la réussite étudiante. Réussir ses études ne dépend pas uniquement des capacités individuelles ou de la motivation académique. Les conditions matérielles, sociales et psychologiques constituent des déterminants majeurs, encore trop souvent invisibilisés.

Le travail étudiant, notamment, interroge : s'il peut favoriser l'autonomie et l'insertion professionnelle, il devient un facteur de fragilisation lorsqu'il répond à une contrainte financière. Ces constats appellent une réflexion collective sur les limites du modèle actuel et sur les formes de soutien à mettre en place.

Soutenir la réussite étudiante implique donc d'agir sur plusieurs fronts à la fois : accompagnement académique, aide financière, dispositifs de santé mentale, politiques publiques plus attentives aux réalités vécues. En effet, derrière l'image a priori homogène de « l'étudiant », se cache une diversité de parcours, de ressources et de vulnérabilités qu'il est essentiel de reconnaître.

■ Paul Lodewick

3. Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture. (2025). Rapport de suivi de l'éducation et de la formation 2025 : Belgique. Commission européenne.